

Protection sociale

Les journalistes prennent rendez-vous avec l'AMU ce vendredi à Kara P.5



Un barrage sur le fleuve Mono
Le rêve d'une autonomisation énergétique au Togo à portée de main P.6

Hebdomadaire Togolais Indépendant
NI NEUTRE, NI PARTISAN

250 FCFA

Downia

Le Monde

N° 865 du 15 / 04 / 2026

MEMBRE: MEDIAF

UNIR fête ses 14 ans

 P.4

Les cadres du parti UNIR

Gratitude, bilan et cap sur de nouveaux défis

Présidentielle au Bénin

Le favori, Romuald Wadagni, l'emporte avec 94,05% des voix P.3



Tchamba 3: Reconnaissance de la population au Président du Conseil Faure

Accueil exceptionnel au Ministre Comla Kadjè à Kaboli P.4



Cadre national de concertation pour le changement au Togo (Cncc)

Le septième cadre lancé par l'opposition fera-t-il la différence ? P.3



Les leaders de l'opposition

Fait divers

Islande

Une compagnie aérienne a besoin d'un photographe... qui ne sait pas faire de photos

Vous n'avez aucun talent en photographie ? Vous êtes le roi des clichés flous ? Vous avez la fameuse habitude de laisser un doigt devant l'objectif ? Vous correspondez au profil recherché par la compagnie aérienne Islandair ! L'entreprise islandaise lance une opération marketing originale en recrutant un amateur peu doué en photographie. Il devra parcourir l'Islande pendant dix jours, tous frais payés, rapporte Le Figaro.

Parmi les critères recherchés : être souvent déçu par ses propres photos, être parfois surpris quand une photo s'avère réussie, être à l'aise pour utiliser un téléphone ou un appareil photo de base sans trop y réfléchir, et être prêt à être reconnu internationalement pour son style de photographie unique.

Dix jours de voyage

La personne qui sera choisie devra être autorisée à voyager en Islande, au Royaume-Uni et aux États-Unis et accepter de « participer à des tournages et séances photo pendant et après le voyage ». Sur place, elle bénéficiera de 10 jours de voyage intégralement payés et recevra 50.000 dollars, soit 42.700 euros, pour sa participation et l'utilisation de ses photos pour une future campagne de publicité.

Dounia Le Monde

Édité par le Groupe de Presse « Matinée Internationale »

Récépissé N° 24 du 1er août 1998
BP: 30277

Email: dlamatine1@gmail.com
Siège: Agoè sur la route de contournement

20ème année

Directeur de Publication: Joachim Kokou LOKO
Cél: 90 33 54 86
Rédacteur en chef: Régis TALIKPETI
Cél: 90 88 11 65

Rédaction: Jean-Jacques OMA-IRE
Jean H.
André BABA
Othniel Papasron
Jean Jacques Mawu

Imprimerie: Direct Print

Comment ça va ?

Très bien: Kossi Romuald Wadagni

Plus de 94% de voix. C'est inédit pour une présidentielle au Bénin. Plus inédit encore pour le contexte africain, l'adversaire qui reconnaît sa défaite et appelle le vainqueur pour le féliciter. C'est l'exploit réalisé par Kossi Mbueke Romuald Wadagni qui a remporté haut les mains la présidentielle du 12 avril 2026 au Bénin. Déjà favori, il n'a laissé que 5,95% de voix à Paul Houngbè son unique adversaire. Il prend la suite de Patrice Talon après avoir dirigé durant 10 ans les finances béninoises. La particularité de Wadagni lors de ce scrutin a été sa capacité à fédérer les poids lourds de la vie politique béninoise autour de sa personne et de ses idées. Cela a eu pour conséquence la disparition de toutes les voix dissonantes. Il ne s'en cache pas, il compte s'inscrire dans la lignée de la politique de son mentor Patrice Talon, et le moins qu'on puisse dire est qu'il n'aura pas droit à l'erreur. La raison est toute simple, toute cette ferveur qui l'a porté est synonyme de grosse attente.



Bien: Kanka-Malik Natchaba

L'Aéroport International Gnassingbé Eyadéma (AIGE), troisième aéroport au monde en matière de sûreté, premier en Afrique de l'Ouest et deuxième en Afrique. Le classement a été rendu officiel par l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) le 23 septembre 2025 à Montréal. Le pays a réalisé un taux de conformité dépassant les 90%. Cet exploit est à mettre à l'actif des différents dirigeants qui sont passés à la tête de l'Agence nationale de l'aviation civile (Anac), agence chargée justement d'exploiter l'aéroport. Il faut tout de suite citer le Colonel Gnama Latta, le Général Dimini Alahare et l'actuel Directeur Kanka-Malik Natchaba. Le classement le démontre, ils n'ont ménagé aucun effort pour assurer la sécurité des passagers. D'ailleurs, ils incarnent le propre des vrais Togolais, à savoir, un travail propre et bien fait.



Mal: Patrice Motsepe

Après avoir semé le ko, le voilà à présent en train de déambuler dans les pays pour colmater les brèches. Logiquement, le président de la Caf Patrice Motsepe devrait être étranglé par la honte à l'idée de se rendre au Sénégal après la forfeiture de son Jury d'appel. Tenter de retirer une coupe loyalement remportée par un pays sur le terrain deux mois après la fin de la compétition et ensuite avoir le courage d'aller dans ce même pays. Et sans aucune gêne, il explique que l'affaire fait désormais partie du passé car étant entré dans les mains du tribunal arbitral du sport (TAS). Quelle provocation ? Tout le monde le sait, la CAF et la FIFA pour la dernière CAN au Maroc avaient tout mis en œuvre pour donner un coup de pouce au pays organisateur. Mais juste que le Sénégal a gâché ce plan en écrivant un scénario contraire lors de la finale. Toute honte bue, M. Motsepe se livre à des déclarations qui sont loin de le convaincre lui-même. Le ridicule ne tue pas dit-on.



Avis de décès

La collectivité Ibounou au Togo, au Bénin et de la diaspora ;

Veuve : SOUROU-KPODO Adjowa, Sénatrice, ses enfants, ses frères et ses sœurs,
La mère du défunt ONIANDON Safiétou à Kaboli SOUROU à Kaboli et à Lomé et au Bénin

Profondément touchées par les marques de sympathie, d'affection et de soutien que vous leur avez témoignées depuis que vous avez appris le rappel à Dieu de leur très cher et regretté fils, époux, père et frère



SOUROU Komlan Ambroise
Ancien Combattant des FAT
endormi dans le Seigneur le 23 mars 2026, à l'âge de 62 ans au CHR de Sokodé

Vous renouvent leurs sincères remerciements et vous prient de bien vouloir assister ou de vous unir d'intention aux obsèques qui se dérouleront selon le programme ci-après :

PROGRAMME DES OBSEQUES

Jeudi 16 avril, de 18h30 - 20h : veillée de prière et de chants, dans l'église des Assemblées de Dieu d'Agoè Centre

Vendredi 17 avril 2026 de 18h30 - 20h : veillée de prière et de chants, dans l'église des Assemblées de Dieu de Kaboli.

Samedi 18 avril 2026

- Départ du corps à 05h à la morgue de Sokodé
- Office d'enterrement à l'église des Assemblées de Dieu de Kaboli à 07h30, suivi de l'inhumation au cimetière de Kaboli.

Maison mortuaire, Maison SOUROU Sabi Adjibogou, quartier Ibounou (Adja) non loin de l'ancienne station d'essence Total Kaboli.

Présidentielle au Bénin

Le favori, Romuald Wadagni, l'emporte avec 94,05% des voix

Le ministre des Finances du Bénin Romuald Wadagni, candidat de la majorité, a été élu sans surprise président de son pays à l'issue de la présidentielle du 12 avril avec un score écrasant de 94,05% contre 05,95% pour l'opposant modéré Paul Hounkpè. Il succède à Patrice Talon qui tire sa révérence après deux quinquennats, pendant lesquels le Bénin a connu un boom économique mais aussi une augmentation des violences jihadistes dans le nord et un tour de vis sur les libertés publiques.

Le ministre des Finances du Bénin Romuald Wadagni, candidat de la majorité, a été élu sans surprise président de ce pays ouest-africain sur un score écrasant de plus de 94%. Il succède à Patrice Talon qui tire sa révérence après deux quinquennats, conformément à la Constitution, pendant lesquels le Bénin a connu un boom économique mais aussi une augmentation des violences jihadistes dans le nord et un tour de vis sur les libertés publiques. Romuald Wadagni a obtenu 94,05% des suffrages, selon les résultats provisoires proclamés dans la nuit de lundi à mardi par la Commission électorale nationale indépendante (Cena), sur 90% des bulletins dépouillés. Son unique rival, l'opposant modéré Paul Hounkpè qui

avait reconnu sa défaite dès lundi après-midi et adressé ses "félicitations républicaines" au vainqueur, obtient 5,95%.

Les résultats définitifs seront proclamés par la Cour constitutionnelle. "L'issue du scrutin est mathématiquement irréversible", a déclaré Sacca Lafia, le président de la Cena lors de l'annonce des résultats. "Le droit de vote a pu s'exercer en toute sérénité sur chaque centimètre carré de notre territoire", a-t-il ajouté au sujet du scrutin qui s'est tenu dimanche.

La participation s'élève à 58,75% selon la Cena. Elle a vraisemblablement été plus importante en zone rurale que dans les deux principales villes du pays,

Cotonou et Porto-Novo, où la plupart des bureaux visités par l'AFP connaissaient une faible affluence.

La plupart des observateurs estimaient que le scrutin était joué d'avance, tant Paul Hounkpè apparaissait comme un opposant de faible envergure face au rouleau compresseur Wadagni, adoubé par le chef de l'Etat sortant et soutenu par les deux partis de la majorité. M. Hounkpè avait par ailleurs eu besoin des parrainages d'élus de la majorité pour participer au scrutin. Et le principal parti d'opposition, Les Démocrates, était absent de l'élection, faute d'un nombre suffisant de parrainages.

"Bonne organisation"

La mission électorale de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) déployée au Bénin a salué "un climat de paix" et une "bonne organisation du scrutin", dans un communiqué.

Lundi, la capitale économique, Cotonou, avait retrouvé son rythme habituel. Les boutiques et commerces fermés la veille en raison du scrutin avaient rouvert tôt et les artères de la ville étaient animées, a constaté un journaliste de l'AFP.

La presse de son côté évoquait tantôt "Une élection



Le président élu, Romuald Wadagni dans son fief du Couffo

globalement calme et bien organisée", selon le Télégramme, "des indices d'un hold-up électoral" pour Le Patriote, ou un "Wadagni en route pour la Marina", le palais présidentiel, pour le Matin libre.

A la cité administrative de Cotonou où se trouvent les ministères, Ezékiel Dantondji, fonctionnaire, déploierait "des bourrages d'urnes et des tendances qui ne reflètent pas le vrai visage du scrutin avec des bureaux de vote restés vides toute la journée".

Si la Cena se félicitait d'un vote dans le calme, la plateforme de surveillance électorale mise en place par la société civile rapportait dimanche des incidents avec des bureaux de vote ayant ouvert en avance et des urnes parfois déjà remplies avant l'ouverture.

Outre l'enjeu sécuritaire du nord, l'un des principaux

défis de M. Wadagni sera de poursuivre les transformations économiques du pays en rendant notamment la croissance plus inclusive.

L'un des axes de son programme concerne la lutte contre la pauvreté, estimée à 30%, à l'heure où de nombreux Béninois se plaignent de ne pas bénéficier des fruits de la croissance.

"Nous avons nos soucis du quotidien... Si l'arrivée de Wadagni peut changer nos vies, nous en serons heureux... Mais pour l'heure il faut chercher de quoi nourrir la famille", racontait lundi à l'AFP, Alimata, une vendeuse de serrures au quartier Gbégamey à Cotonou.

Dimanche, au moment de voter, M. Talon a promis qu'il ne chercherait pas "à influencer" son successeur et qu'il souhaitait, à 67 ans, partir à la "retraite".

Source : AFP

Cadre national de concertation pour le changement au Togo (Cncc)

Le septième cadre lancé par l'opposition fera-t-il la différence ?

Parlant d'unité, personne ne pourra reprocher à l'opposition togolaise de n'avoir pas essayé. Pour cause, en lançant la semaine écoulée le Cadre national de concertation pour le changement au Togo (CNCC), elle est depuis 1990, année qui a marqué l'entrée du Togo dans l'ère démocratique à son 7ème regroupement politique. L'objectif reste le même, parvenir à changer le régime en place. Les Six premiers ont connu des sorts identiques, c'est-à-dire l'échec. Alors la question à la création de ce nouveau cadre reste de savoir si cette fois sera la bonne.

Le 9 mai 2026 comme le tout premier test grandeur nature pour le Cadre national de concertation pour le changement au Togo (Cncc). En bonne place au sein de ce regroupement, du déjà vu, pourrait-on affirmer. L'Alliance nationale pour le changement (Anc), le Pacte socialiste pour le renouveau (Psr), les Forces démocratiques pour la République (Fdr) ou encore l'organisation de la société civile Togo Debout. Et pour sa première sortie le 9 mai prochain, le Cncc compte réclamer l'abrogation de la 5ème République avec en toile de fond, parvenir au remplacement du régime en place. Une mission qui ne risque pas d'être facile.

Que différencie le Cncc des défunts regroupements de l'opposition ?

Le tout premier groupe-

ment de l'opposition fut créé dans les années 1990 et portait alors le nom du Collectif de l'opposition démocratique (Cod). Son objectif, peser



Les leaders de l'opposition

dans la Conférence nationale et les premières élections pluralistes. Mais le code ne parviendra pas à ses fins, puisque le Général Eyadéma s'est maintenu au pouvoir. Conclusion, le Cod va finir par disparaître.

Deuxième regroupement, la Coalition des forces démocratiques.

Lui également regroupait les partis opposés au régime du Gal Gnassingbé Eyadéma et était actif entre 1990 et 2000. Il avait

affiché comme ambition le départ le président d'alors et des réformes démocratiques. La coalition n'atteindra pas ses objectifs.

Le Front Républicain pour l'alternance et le changement (Frac) lancé en 2010, sera le troisième regroupement et le tout premier dirigé

contre l'actuel Président du Conseil Faure Gnassingbé. Son principal leader, Jean-Pierre Fabre qu'il va porter lors de la présidentielle de la même année sera battu. Il va se muer alors en une force contestataire. Le regroupement battra ainsi les pavés de Kondjindji à la plage durant 4 années sans jamais atteindre le bout du tunnel. Ce regroupement en 2012 va se livrer à une démonstration de force à Dékon, au point où un des leaders, Zeus Ajavon ne réclama, ni plus ni moins que les négociations sur les conditions de départ de Faure Gnassingbé. Mais au finish, ça sera un constat d'échec.

Le Combat pour l'Alternance Politique en 2015 (CAP 2015), quatrième regroupement du nom qui a pris la suite du Frac. Composé de partis politiques là également, il avait pour objectif d'opérer l'alternance en 2015 et avait endossé la candidature de Jean-Pierre Fabre. Une année au cours de laquelle feu Yawovi Agboyibo avait souhaité le retour de l'ascenseur après son soutien de 2010. Mais il va essuyer le refus catégorique de l'Anc, ce qui va désorganiser la coalition. Constat; échec, Faure Gnassingbé sera réélu.

La Coalition des 14 partis de l'opposition (C14) créée en

2017. Cette dernière coalition est celle qui aurait fait branler le pouvoir avec l'avènement du Parti national panafricain (Pnp) de Tikpi Atchadam et sa jonction avec l'Alliance nationale pour le changement de Jean-Pierre Fabre. Les manifestations de ce regroupement avaient été marquées par des actes de violence à Lomé et dans certaines villes de l'intérieur. Il va finir lui aussi par disparaître en 2018 avec le départ en exil du principal leader Atchadam.

La sixième coalition, la Dynamique Mgr Kpodzro (Dmk), coalition qui portait feu Agbeyome Kodjo et soutenu par Mgr Philippe Fanoko Kpodzro. Son candidat va éclipser Jean-Pierre Fabre lors de la présidentielle de 2020, depuis lors, celui-ci peine à se relever de cet échec cuisant. Toutefois, cette dernière coalition ne connaîtra pas un meilleur sort que les autres, c'est-à-dire un échec, puisqu'il va finir par imposer avec la création de la Dynamique pour la majorité du peuple (Dmp) par les dissidents.

Le Cncc va-t-il alors proposer quelque chose de nouveau censé lui éviter le chemin de ses défunts prédécesseurs ? La première réponse fixée au 9 mai prochain.

Archange T. Fare

UNIR fête ses 14 ans

Gratitude, bilan et cap sur de nouveaux défis

Le parti présidentiel Union pour la République (UNIR) a bouclé hier ses 14 ans d'existences. En prélude à cet anniversaire, des offices religieux ont été célébrés sur l'ensemble du territoire sur fond d'engagement et de reconnaissance divine.

A Lomé, l'événement a été marqué par une messe catholique à la paroisse Notre Dame de la Rédemption de Bè-Klikamé où les militants notamment, les membres du bureau national, les délégués nationaux des mouvements, des militants ministres, sénateurs, députés, maires, conseillers municipaux et la base du parti ont tenu à rendre grâce au seigneur d'avoir veillé sur le parti 14 ans durant.

Dans son homélie, le Révérend Père David Douti a mis

l'accent sur la paix, qu'il a qualifiée de valeur essentielle d'origine divine, appelant chacun à la cultiver au quotidien. Il a salué le parcours du parti depuis sa création, tout en rendant grâce pour la stabilité dont jouit le Togo. Le prélat a également prié pour un retour durable de la paix dans le nord du pays, confronté ces derniers mois à des attaques terroristes.

Au cours de la célébration, les responsables et militants ont confié à Dieu le Président du

parti, Faure Essozimna Gnassingbé, ainsi que l'ensemble de la nation togolaise. Prenant la parole, Yao Bloua Agbo, Délégué national adjoint du Mouvement des Sages UNIR, a rappelé les circons-

le parti, le Togo et ses fils et filles ». De son côté, Raymonde Kayi Lawson, Déléguée nationale du Mouvement des Femmes UNIR, a souligné les actions menées par le parti au cours

poursuivons notre engagement avec détermination ». Par ailleurs, des messes d'action de grâce ont été organisées sur toute l'étendue du territoire national pour commémorer ce quatorzième anniver-



Les cadres du parti UNIR

tances de la création du parti : « Le 14 avril 2012, sous l'inspiration de Dieu Tout-puissant, notre champion a fondé UNIR. Quatorze ans après, il est légitime de rendre grâce et d'implorer la bénédiction divine sur

de ces années, tout en reconnaissant les défis à venir : « Depuis sa création, UNIR a toujours été aux côtés des populations. Fidèles à la vision de notre champion, axée sur le bien-être des Togolais, nous

saire. Il faut noter qu'un symposium a été organisé hier au siège du parti à Lomé.

Tinos

Tchamba 3: Reconnaissance de la population au Président du Conseil Faure

Accueil exceptionnel au Ministre Comla Kadjè à Kaboli

Les populations de la commune de Tchamba 3 ont exprimé de façon exceptionnelle leur reconnaissance et remerciements au Président du Conseil, Faure Essozimna Gnassingbé, pour avoir nommé un natif du milieu, Dr Comla Kadjè au gouvernement. Le ministre en charge des Transports a été accueilli chaleureusement par ses frères le samedi 11 avril dernier à Kaboli, chef-lieu de la commune de Tchamba 3.

Kaboli a vibré le samedi 11 avril 2026 au rythme des danses traditionnelles et des prestations artistiques. Parti du quartier Takété Djama,

Kadjè a été nommé ministre des Transports, du Désenclavement et des Pistes rurales. Cette nomination a constitué une occasion pour les habitants

Essozimna Gnassingbé et de réaffirmer leur engagement en faveur de sa politique inclusive.

Il faut préciser que Kadjè était en fonction au Conseil

nomination.

Sur la place des fêtes de Kaboli, les danses traditionnelles et folkloriques ont marqué l'événement, conférant à la célébration une dimension culturelle et communautaire.

La cérémonie s'est déroulée en présence de plusieurs personnalités notamment, le sénateur et ancien Président de l'Assemblée nationale, Dama Dramani, le Consul honoraire de l'Indonésie au Togo, M. Armand Kossi Iroko, le député Donko

HARC) Kasséré Pierre SABI, ainsi que le préfet de Tchamba, M. Issaka Laguebande, sans oublier de nombreux cadres et autorités de la préfecture.

Les 14 ans de UNIR à Kaboli

Suivant les instructions du bureau exécutif du parti Unir, et à l'instar de la plupart des communes du pays, une messe d'action de grâce a été dite à l'occasion de la célébration du 14 anniversaire du parti présidentiel le dimanche 12 avril 2026 à l'église



Les cadres de Kaboli



Le ministre Kadjè s'adressant au public

le véhicule officiel abord duquel se trouvait le ministre et son frère aîné Dama Dramani a eu de la peine à se frayer le passage entre motos, véhicules, militants du parti politique Union pour la République (Unir), ... bref population de Kaboli, pour se retrouver à la place publique ou l'attendaient plusieurs groupes folkloriques, symbole de la richesse culturelle de cette localité.

A l'unisson, les populations de la commune se sont mobilisées pour célébrer la nomination du Dr Comlan KADJE au sein du gouvernement.

Faut-il le rappeler, le 23 janvier 2026, le Dr Comlan



Prestation d'un groupe folklorique

de Tchamba 3 dont le ministre est originaire, de témoigner leur gratitude au Président du Conseil, Faure

de l'Entente où il occupait le poste de Directeur des Infrastructures à Abidjan en Côte d'Ivoire avant sa

Kasségnin, le membre de la Haute Autorité de Régulation de la communication écrite, audiovisuelle et numérique (

catholique Saint Joseph de Kaboli. Au cours de l'homélie, le prêtre officiant a prié pour le parti et particulièrement pour son champion Faure Essozimna Gnassingbé. Tous les militants du parti Unir ont pris part à cette célébration notamment le ministre Kadjè et sa délégation. Il faut aussi préciser que vendredi dernier, il y a eu également la première musulmane à la mosquée centrale de Kaboli pour la même occasion...

De notre correspondant permanent dans la Région centrale Akessi Omodo Okouta

Protection sociale

Les journalistes prennent rendez-vous avec l'AMU ce vendredi à Kara

La Coordination des Organisations de Presse du Togo (CONAPP, URATEL, PPT, ATOPEL, UJIT, SYNJIT, OPPEL) intensifie ses actions en faveur de la protection sociale des professionnels des médias. En partenariat avec la Caisse nationale de sécurité sociale (CNSS) et l'Institut national d'assurance maladie (INAM), elle organise, le 17 avril 2026 au Palais des Congrès de Kara, une rencontre majeure dédiée à l'extension de l'Assurance Maladie Universelle (AMU) aux journalistes togolais. Placée sous le thème : « Extension de l'Assurance Maladie Universelle (AMU) aux Travailleurs Non Salariés : Les Journalistes togolais se forment pour mieux sensibiliser » et sous le haut parrainage du Président du Conseil, Faure Essozimna

Gnassingbé, cette initiative vise à renforcer l'accès des acteurs des médias à la couverture de santé, tout en les positionnant comme relais essentiels d'information auprès des populations.



Au cœur de cette rencontre, plusieurs objectifs sont

affichés notamment : le lancement officiel des prestations de l'AMU en faveur des journalistes, la mise en place d'un cadre de concertation durable entre les médias et les structures de gestion de l'assurance, ainsi que le renforcement des capacités des professionnels pour une meilleure vulgarisation du dispositif. L'événement sera également marqué par la remise symbolique des premières cartes d'assurés aux bénéficiaires, illustrant ainsi le démarrage effectif de cette extension au profit des travailleurs non salariés du secteur des médias. Au-delà de son caractère institutionnel, cette initiative

traduit une volonté claire d'impliquer davantage les journalistes dans la promotion de l'AMU. En facilitant leur propre accès aux soins, les professionnels des médias seront mieux outillés pour sensibiliser les citoyens sur les avantages et le fonctionnement du dispositif. À travers cette démarche, la Coordination des Organisations de Presse du Togo entend envoyer un signal fort : celui de l'engagement du secteur médiatique dans la promotion de la couverture sanitaire universelle et dans l'accompagnement des politiques publiques au bénéfice des populations.

Joachim

Togo : le paludisme bat en retraite

Le Togo affiche des résultats encourageants dans sa bataille contre le paludisme. L'incidence de la maladie a reculé de 286 cas pour 1 000 habitants en 2023 à 258 en 2024, tandis que le taux de mortalité associé est passé de 15 % à 11,7 % pour 100 000 habitants sur la même période.

Ces progrès ne doivent toutefois pas occulter la réalité du terrain. Le ministère de la Santé a recensé plus de 2,182 millions de cas en 2024, ayant causé 993 décès, dont 70 % chez des enfants de moins de 5 ans. Le paludisme demeure ainsi la première cause de mortalité infantile dans le pays.

Face à ce défi persistant, le Togo intensifie ses efforts. La distribution de moustiquaires imprégnées d'insecticides reste un pilier central de la stratégie nationale : plus d'un million d'unités ont été acheminées vers les populations au cours des deux dernières années.

Pour 2026, l'ambition est rehaussée avec la distribution prévue de près de 743 000



moustiquaires supplémentaires avec un effort particulier en faveur des régions des Plateaux et des Savanes.

À cette mobilisation s'ajoute une avancée médicale majeure : depuis septembre 2024, le vaccin R21/Matrix-M a été intégré au Programme élargi de vaccination. Développé pour protéger à hauteur de 75 % contre les formes cliniques du paludisme, il constitue un tournant décisif dans la protection des enfants et renforce significativement l'arsenal préventif du pays.

Lomé : le Congrès ECK 2026 met en avant la Lumière et le Son

Le mouvement spirituel ECKANKAR a tenu, du 10 au 12 avril 2026 à Lomé, le congrès régional de l'Aventure de l'Âme. En prélude à cet événement, une conférence de presse s'est déroulée le 8 avril afin d'en annoncer les grandes lignes.

C'est au temple ECK de Lomé, situé à Aflao-Avéno, que s'est tenue cette rencontre spirituelle annuelle, rassemblant fidèles, étudiants et sympathisants. Ce rendez-vous constitue un moment privilégié permettant à chacun de vivre ou d'approfondir l'expérience de l'Aventure de l'Âme.

Placée sous le thème « La Lumière et le Son : la voix secrète de Dieu », cette édition a offert un cadre d'exploration et d'échanges autour des enseignements d'ECKANKAR.

L'événement a réuni étudiants, invités et curieux venus partager des expériences spirituelles, renforcer leur compréhension et élargir leur conscience.

Au-delà des membres du mouvement, le congrès s'est voulu inclusif, offrant à toute personne, indépendamment de sa croyance religieuse, l'opportunité de découvrir ou d'approfondir les principes d'ECKANKAR, présentée comme la voie de la liberté spirituelle.

La rencontre a été marquée par l'intervention de la conférencière principale, Mme Maximilienne Inier Zibo, membre du clergé d'ECKANKAR et Aide spirituelle ECK régionale (RESA) pour la République démocratique du Congo, l'Angola et l'Afrique de l'Est. Elle représentait à cette occasion Sri Doug Kunin, chef spirituel d'ECKANKAR.

« Le congrès ECK de l'Aventure de l'Âme constitue un moment privilégié pour expérimenter

comme un chant d'amour adressé à Dieu. Une démarche fondée sur la conviction que toutes les créatures sont des âmes,



La conférencière principale, Mme Maximilienne Inier Zibo s'adressant aux journalistes

intensément l'amour divin et partager la joie de vivre les merveilles de l'Esprit saint au quotidien », a-t-elle souligné.

Dans un contexte mondial marqué par des mutations rapides et profondes, la conférencière insiste sur la nécessité d'un recentrage intérieur. « La meilleure aide reste la guidance intérieure, accessible à travers la Lumière et le Son divins », a-t-elle affirmé, précisant que ces deux éléments incarnent les manifestations du ECK, la force créatrice de Dieu.

ECKANKAR met également en avant des outils spirituels pratiques, notamment les exercices ECK, dont le principal est le chant du HU, présenté

des parcelles divines appelées à atteindre la liberté spirituelle.

Le programme du congrès a été riche et varié, avec au menu : causeries, panels, ateliers, discussions et tables rondes. Un office ECK de la Lumière et du Son a été le temps fort de cette rencontre. Un atelier spécial a été également ouvert au public le 9 avril, autour du thème : « Prêter attention aux murmures de Dieu ».

À travers cet événement, ECKANKAR lance un appel à une large participation, invitant chacun à venir découvrir une expérience d'éveil intérieur et de transformation spirituelle.

Tinos

Un barrage sur le fleuve Mono

Le rêve d'une autonomisation énergétique au Togo à portée de main

Tous les Togolais font l'expérience du délestage ces derniers moments. La raison est toute simple, le pays a un déficit de couverture énergétique malgré les efforts d'introduire l'énergie solaire dans le quotidien des consommateurs. Les traditionnels fournisseurs qui sont le Ghana et le Nigeria sont eux-mêmes confrontés à la pénurie.

Cette situation n'est pas malheureusement sans conséquence sur le secteur économique, les activités étant mis en mal par des coupures imprévisibles.

Tététou pour améliorer la situation

Une partie de la solution viendra de la préfecture du Haho. Le gouvernement projette en effet la construction d'un barrage hydroélectrique sur la rivière Tététou, un projet qui pourrait transformer durablement le paysage énergétique.

L'ouvrage envisagé est d'envergure. Il comprend un enrochement de 4 310 mètres de long et 33 mètres de haut, deux turbines Francis verticales, des turbines hydrauliques à réaction particulièrement adaptées aux hauteurs de



Archives

chute moyennes, et un réservoir d'une capacité utile estimée à 1,3 milliard de m³.

Une ligne de transport d'électricité de 161 kV, un déversoir, un drain et un bassin de rétention compléteront l'installation. Au total, le barrage devrait produire 64 MW de puissance installée et générer 261 GWh par an.

L'étude de préaisabilité est finalisée. Reste à trouver les sous. L'État opte

pour une formule de PPP (partenariat public-privé) (PPP).

Les conditions naturelles plaident en faveur du projet : l'hydrologie et la topographie du fleuve Mono assurent une production d'énergie stable et régulière tout au long de l'année.

Ce nouveau barrage s'inscrirait dans la continuité d'une infrastructure déjà éprouvée. Sur le même fleuve Mono, le barrage de

Nangbéto, inauguré en 1987 et réhabilité en 2025 pour porter sa capacité à 65 MW, alimente conjointement le Togo et le Bénin, sous la gestion de la Communauté Électrique du Bénin (CEB). Un modèle de coopération régionale énergétique dont le futur barrage de Tététou pourrait s'inspirer.

Régis & republicoftogo.com

Gabon

Un an après son élection, le bilan contrasté de Brice Oligui Nguema

Un an après son élection, Brice Oligui Nguema dresse un bilan contrasté à la tête du Gabon. Le président conserve un soutien populaire important. Mais des inquiétudes émergent sur l'évolution des libertés publiques. Le pays oscille entre stabilité politique et attentes démocratiques.

Le Gabon marque, ce 12 avril 2026, le premier anniversaire de l'élection de Brice Clotaire Oligui Nguema. L'ancien chef militaire, arrivé au pouvoir après la transition, avait remporté le scrutin avec une large majorité. Depuis, les autorités mettent en avant une stabilité retrouvée et l'absence de violences politiques majeures. Pourtant, le climat social évolue et les critiques sur les restrictions des libertés se multiplient. Ce premier bilan révèle un pays partagé entre espoir de consolidation et interrogations sur la trajectoire démocratique.

Un capital de confiance encore solide malgré les zones



d'ombre

Pour de nombreux Gabonais, l'image de l'homme providentiel reste intacte. Un an après son investiture, le président jouit toujours d'un soutien populaire significatif. Les parti-

sans du pouvoir soulignent volontiers que, contrairement aux scrutins de l'ère précédente, l'élection d'avril 2025 n'a pas été marquée par des scènes de violences généralisées. Cette transition vers un

ordre constitutionnel, bien que dirigée par l'ancien chef de la garde républicaine, est perçue par une frange de la population comme une garantie de paix et une promesse de relance économique. Dans les quartiers de Libreville, nombreux sont ceux qui préfèrent donner du temps au général-président pour concrétiser ses engagements de campagne.

L'ombre de la censure et le recul des libertés

Cependant, derrière les chiffres officiels et le calme apparent, une autre réalité se dessine dans les rues de la capitale. Depuis plusieurs mois, le climat social s'est durci, marqué par des coupures récurrentes des réseaux sociaux et des interpellations ciblées. Qu'il s'agisse d'influenceurs, de leaders syndicaux ou de journalistes, les voix critiques sont de plus en plus rares dans l'espace public. Cette situation a engendré un phénomène d'autocensure frappant : si les citoyens acceptent encore de partager leur désarroi, ils exigent désormais l'anonymat par crainte de représailles.

Ce contraste entre l'adhésion massive affichée dans les urnes et la peur de s'exprimer librement constitue aujourd'hui le principal point de friction du débat national.

Un anniversaire sans faste avant le grand rendez-vous de mai

Paradoxalement, ce premier anniversaire de l'élection présidentielle se déroule dans une certaine sobriété. Les autorités gabonaises n'ont prévu aucun programme de célébration officielle pour la date du 12 avril. Le palais de la Rénovation semble privilégier une autre échéance, jugée plus prestigieuse : le 3 mai prochain. Cette date, qui marque l'anniversaire de la prestation de serment du chef de l'État, devrait donner lieu à des manifestations d'ampleur à travers le pays. En attendant ces festivités, le Gabon se trouve à la croisée des chemins, oscillant entre la reconnaissance d'une stabilité retrouvée et l'exigence d'une ouverture démocratique qui semble, pour l'heure, marquer le pas.

Finale de la CAN 2025 au Maroc

Les peines de prison des 18 supporters sénégalais confirmées en appel

La peine des 18 supporters sénégalais, jugés pour avoir pris part aux incidents lors de la finale de la CAN 2025, ont vu leur peine confirmée en appel ce lundi 13 avril. Ils sont condamnés à une peine d'emprisonnement de trois mois à un an. Les 18 supporters sénégalais condamnés à une peine d'em-

prisonnement de trois mois à un an pour avoir pris part aux incidents lors de la finale de la CAN 2025 ont vu leurs peines confirmées en appel ce lundi 13 avril, selon un journaliste de l'AFP. Le parquet de la Cour d'appel de Rabat avait demandé d'alourdir les peines prononcées en première instance contre les 18 accusés.

Les supporters, détenus depuis la finale du 18 janvier, étaient poursuivis pour "hooliganisme", accusation incluant des actes de violence notamment contre les forces de l'ordre, dégradation d'équipements sportifs, invasion de la pelouse et jets de projectiles.

Une peine de trois mois de prison pour un Français

En première instance, neuf d'entre eux avaient été condamnés à un an de prison assorti d'une amende de 5.000 dirhams (environ 460 euros), six autres à six mois et 2.000 dirhams d'amende (180 euros) et les trois derniers à trois mois et à une amende de 1.000 dirhams (90 euros). Un Français d'origine algérienne, jugé quant à lui pour avoir jeté une bouteille d'eau, s'était également vu infliger une peine de trois mois de pri-

son et 1.000 dirhams d'amende. Les prévenus condamnés à trois mois de réclusion sont libérables à partir de samedi prochain. Devant la cour, les accusés ont clamé leur innocence lundi. Ils ont expliqué - la plupart en wolof traduit en français puis en arabe - qu'ils avaient été contraints de descendre sur la pelouse du stade à cause d'un mouvement de foule ou pour échapper à "des crachats et jets de projectiles", et non pas pour protester contre une décision arbitrale.

Une brigade de pêcheurs pour sauver les tortues marines

Connus sous le nom "d'éco-gardes", ces pêcheurs du village d'Adissém, situé à quelques encablures d'Alogavi ont fait de la protection des tortues marines leur engagement quotidien.

L'initiative allie tradition, responsabilité environnementale et sens du devoir.

Chaque nuit, ces éco-gardes sillonnent la plage à la recherche des sites de ponte. Les œufs de tortues, souvent exposés aux menaces naturelles et humaines, sont collectés avec précaution puis mis en couvain pendant environ 45 jours.

À l'éclosion, les nouveaux sont gardés et nourris pendant trois jours avant d'être relâchés en mer, augmentant ainsi leurs chances de survie. Cette communauté est soutenue par l'ONG Agbo Zèguè, qui lui apporte un appui financier et matériel.

"Nous nous sommes dit que les tortues marines sont des espèces à protéger. C'est un travail que nous faisons avec passion. On ne nous l'a pas imposé", confie Yao Akakpo, pêcheur et éco-garde.

Mais cet engagement n'est pas sans conséquences. En mer, il arrive que des tortues soient accidentellement capturées dans les filets. Leur poids et leurs mouvements provoquent parfois la déchirure des filets, entraînant la perte de toute la pêche.

Malgré ces pertes économiques, les pêcheurs ne renoncent pas à leur mission. Lorsque les filets tiennent, les tortues capturées sont ramenées à terre, soignées, puis relâchées dans leur milieu naturel.

Au sein de la communauté, cette action est saluée. "C'est une très bonne initiative. Ils font un travail remarquable qui mérite d'être soutenu

financièrement", estime Adjo Lingbavi, riverain du village.

Même face à la mort, ces pêcheurs restent engagés. Lorsque la mer rejette des tortues sans vie, ils procèdent à leur enterrement, évitant ainsi les



nuisances et les risques sanitaires pour les populations locales.

À Adissém, la protection des tortues marines dépasse le simple geste écologique. Elle devient un symbole d'engagement

communautaire et un appel à soutenir davantage ces initiatives locales qui contribuent à la préservation de la biodiversité.

Un engagement volontariste né d'un constat pertinent

Face à la disparition

accidentelles et dégradation de l'écosystème, ces espèces emblématiques sont aujourd'hui en danger.

Selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), les tortues marines sont gravement menacées, avec six des sept espèces classées en danger d'extinction.

La pollution plastique affecte 100 % des tortues marines examinées, tandis que des centaines de milliers meurent chaque année en raison de captures accidentelles par la pêche.

De plus, le changement climatique détruit leur habitat, comme en témoigne la perte de plus de 80 % de certains nids due aux ouragans.

Ces hommes ont ainsi décidé d'agir en mettant sur pied leur propre brigade appelée "d'éco-gardes" pour sauver ces espèces menacées de disparition. Un geste écoresponsable très louable.

"Nous vendons à perte"

La crise silencieuse du monde agricole au Togo

Entre dérèglement climatique, hausse des coûts de production et effondrement des prix sur les marchés, les producteurs peinent à rentabiliser leurs récoltes et appellent à une adaptation urgente du secteur.

Organisation faîtière regroupant près de 550 000 exploitants issus de diverses filières agricoles, la Coordination togolaise des organisations paysannes (CTOP) aborde la nouvelle campagne agricole au sud du Togo avec prudence et lucidité.

Olou-Adara, président du conseil d'administration de la CTOP, appelle à une adaptation urgente face aux effets du changement climatique et aux dysfonctionnements du marché agricole.

Malgré les efforts consentis par les pouvoirs publics, la fi-



lière reste fragilisée, notamment en raison de prix de vente inférieurs aux coûts de production. Pour y faire face, la CTOP préconise une transformation des pratiques agricoles et une diversification

accrue des cultures.

AGRIDIGITALE : Comment abordez-vous la nouvelle campagne agricole au sud du Togo ?

Ayéfoumi Olou-Adara : Notre priorité est de bien engager cette campagne. Nous invitons les producteurs, notamment dans la zone méridionale, à ne pas hésiter à lancer les semis, malgré l'incertitude liée aux précipitations.

Les premières pluies enregistrées doivent être mises à profit, car il est difficile de prévoir si les mois d'avril et de mai seront suffisamment arrosés. L'anticipation est donc essentielle.

Par ailleurs, nous insistons fortement sur l'amélioration des pratiques agricoles. L'agroécologie apparaît aujourd'hui comme une voie incontournable pour renforcer la résilience des exploitations.

Nous disposons de fermes-écoles où de nombreux jeunes ont été formés. Il est impératif qu'ils mettent en application ces acquis, notamment en matière de production et d'utilisation d'intrants agroécologiques.

Certains producteurs, déjà engagés dans cette dynamique, produisent même ces intrants à grande échelle. Ceux qui ne maîtrisent pas encore ces techniques peuvent s'en approvisionner auprès d'eux, surtout dans un contexte d'incertitude sur la disponibilité des engrais chimiques.

Si ces pratiques sont adop-

tées, nous restons convaincus que la campagne peut malgré tout produire des résultats satisfaisants.

AGRIDIGITALE : Vous semblez déçu par la campagne précédente...

Ayéfoumi Olou-Adara : Effectivement, la campagne écoulée a été décevante. Certes, les rendements n'ont pas été optimaux, mais le principal problème reste l'absence de débouchés.

Aujourd'hui, les producteurs togolais, du nord au sud et d'est en ouest, disposent de stocks importants. Le maïs, par exemple, est vendu à moins de 100 francs CFA le kilogramme, alors que son coût de production est estimé à 168 francs.

Cette situation est économiquement intenable pour les producteurs.

AGRIDIGITALE : Attendez-vous davantage de soutien de l'État ?

Ayéfoumi Olou-Adara : Il serait injuste de dire que l'État n'a pas accompagné les producteurs. Des efforts ont été faits à plusieurs niveaux.

Cependant, la crise actuelle dépasse le cadre national. Elle s'inscrit dans une dynamique mondiale où chaque pays privilégie sa propre production. Les débouchés à l'exportation se raréfient, et la demande extérieure s'effondre.

La transformation locale est souvent présentée comme

une solution. Mais, dans les faits, les capacités industrielles restent insuffisantes.

Même les unités existantes rencontrent des difficultés. L'usine de transformation de maïs de Tsévié, par exemple, peine à écouler ses stocks, notamment depuis la fermeture de certains marchés extérieurs comme le Burkina Faso. Nous faisons donc face à une crise profonde, pour laquelle il n'existe pas de solution miracle. Nous avons de sérieux problèmes et je ne pense pas que l'État togolais dispose d'un bâton magique pour les résoudre.

AGRIDIGITALE : Quelles pistes de solution envisagez-vous ?

Ayéfoumi Olou-Adara : La première réponse, à mon sens, reste l'adaptation. Les producteurs doivent s'orienter vers la diversification des cultures et renforcer leur engagement dans l'agroécologie.

Cela implique également un recours accru aux intrants organiques, dont la production doit être soutenue. À cet égard, le développement de l'élevage est crucial, car il constitue une source essentielle de fertilisants naturels.

Nous encourageons aussi la mise en place de basses-cours familiales. Au-delà de l'apport en protéines animales, elles permettent de produire des fientes, utiles pour enrichir les sols et améliorer durablement la productivité agricole.



Soyez **vigilants**, ne vous faites pas avoir !

Pour toute vente aux enchères,
l'OTR ne vous demandera **jamais**

- de vous inscrire via **WhatsApp**,
- de payer des frais via **mobile money (Mixx ou Moov money)**

**8201**POUR TOUTES
INFORMATIONS

Office Togolais des Recettes - OTR

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg